



Kawartha Truth and Reconciliation Support Group

L'honorable Maryam Monsef, ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et du Développement économique rural

L'honorable Carla Qualtrough, ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et de l'Inclusion des personnes handicapées

L'honorable Marc Miller, ministre des Services aux Autochtones

Le 12 novembre 2020

Objet : Les femmes et les filles autochtones en situation de handicap sont davantage la cible d'actes de violence sexuelle

Mesdames les Ministres Monsef et Qualtrough,
Monsieur le Ministre Miller,

Nous vous écrivons pour vous exhorter, en tant que ministres, à agir sur la question des violences sexuelles subies par les femmes et les filles autochtones en situation de handicap, qui sont davantage la cible de ces actes. Cet enjeu de justice sociale et de droits de la personne n'a reçu que peu d'attention tant par les médias que de la part des politiciens et des universitaires, des éducateurs et malheureusement aussi dans le cadre des 231 appels à la justice du rapport sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées. Il est absolument nécessaire de rendre visible l'invisible.

Nous sommes reconnaissant.e.s des avancées vers une compréhension de « l'oppression intersectionnelle » et apprécions que les Canadien.e.s commencent à entendre les ministres du Cabinet, et plus récemment dans le discours du Trône, s'appuyer sur un discours prônant la nécessité de mettre de l'avant un « cadre intersectionnel ». Ce qui nous préoccupe, cependant, est que beaucoup de gens ne comprennent pas ce que signifie véritablement vivre de l'oppression intersectionnelle, et ainsi ce qu'un cadre intersectionnel devrait être ou pourrait être. Pour comprendre ce qu'est un cadre intersectionnel, il faut faire davantage que d'observer et d'accueillir les personnes vivant de l'oppression intersectionnelle et de les ajouter à la liste des groupes opprimés. Vivre de l'oppression intersectionnelle rend la vie plus difficile que la somme des différentes couches d'oppression contre lesquelles les personnes luttent. Par exemple, une femme autochtone en situation de handicap vit davantage d'oppression structurelle que ce qu'on peut déduire en appliquant de simples règles mathématiques comme 1 (sexe) + 1 (race) + 1 (handicap) = 3 . Au contraire, les couches d'oppression interagissent et rendent la vie encore plus difficile que cette simple addition.

Le rapport sur les femmes et filles autochtones disparues et assassinées du 3 juin 2019 a conclu que le racisme systémique et les violations des droits de la personne avaient contribué au décès

et à la disparition de femmes et de filles autochtones; et que cela constitue un génocide. Bien que le rapport ait été reçu par le premier ministre Justin Trudeau, le plan d'action national du gouvernement du Canada a été retardé, à la déception de nombreuses personnes. Bien que ce retard soit déconcertant en soi, l'une des limites des appels à la justice dans l'enquête est la prise en compte de la réalité des femmes et des filles autochtones en situation de handicap. C'est précisément pour cette raison que nous nous adressons à vous, Maryam, Carla et Marc, car cette question fait partie de vos mandats à titre de ministres.

Il est désormais admis que les femmes et les filles autochtones sont la cible de violence sexuelle. On sait également que les personnes en situation de handicap sont sur-représentées parmi les peuples autochtones. Ceci est le résultat de l'histoire du Canada dans laquelle les peuples autochtones se sont vu refuser le droit à des terres non contaminées, à de l'eau pure, à des logements salubres en plus de vivre du racisme environnemental. Les responsables de ces crimes savent que les femmes et les filles autochtones en situation de handicap sont plus faciles à attaquer. Les femmes et les filles autochtones en situation de handicap ne peuvent pas voir ou entendre un agresseur qui s'approche; les femmes et les filles en fauteuil roulant ne peuvent pas s'échapper; les femmes et les filles alitées ne peuvent pas se défendre ou peut-être même crier à l'aide.

Nous sommes conscient.e.s que les raisons pour lesquelles les besoins des femmes et des filles autochtones en situation de handicap ne sont pas satisfaits, sont liées à un manque de sensibilisation et à un manque de fonds de recherche consacrés à ce sujet. Il est difficile de trouver des statistiques sur le sujet. Pourtant, d'autres statistiques plus générales sont disponibles :

- 31 % des Autochtones sont en situation de handicap, soit 2,3 fois la moyenne nationale. Dans certaines communautés autochtones, on estime que 40 % des personnes sont en situation de handicap (Durst et Bluehardt, 2001).
- 83 % des femmes en situation de handicap subiront des abus sexuels (Stimpson et Best, 1991).
- Les femmes et les filles en situation de handicap sont quatre fois plus à risque de subir des agressions physiques et sexuelles que la moyenne nationale. Les femmes et les filles neurodivergentes sont particulièrement vulnérables (National Clearinghouse on Family Violence, 2004).

En tant que ministre des Femmes et de l'Égalité des sexes, Maryam; en tant que ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et de l'Inclusion des personnes handicapées, Carla; en tant que ministre des Services aux Autochtones, Marc; nous pensons que vous êtes les plus aptes et les mieux placés politiquement pour :

1. Veiller à ce que les femmes et les filles autochtones en situation de handicap soient incluses dans le plan d'action national sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées qui sera déployé bientôt;

2. Lancer une campagne nationale de sensibilisation sur les femmes et les filles autochtones en situation de handicap qui sont ciblées par les délinquants parce qu'elles sont plus vulnérables;
3. Allouer/diriger des ressources et des fonds gouvernementaux pour étudier la réalité des femmes et des filles autochtones en situation de handicap, qui sont les principales cibles de la violence sexuelle.

Cordialement,



Lynn Gehl, PhD, Algonquin Anishinaabe-kwe, Pikwàkanagàn First Nation
 Alice Olsen Williams, Chair, Kawartha Truth & Reconciliation Support Group
 Neil Belanger, E. D., British Columbia Aboriginal Network on Disability Society
 Bonnie Brayton, National Executive Director of the DisAbled Women's Network
 Wendy Jocko, Chief Pikwàkanagàn First Nation
 Ann Chadwick, Pikwàkanagàn First Nation
 Veldon Coburn, PhD, Algonquin Anishinaabe
 Jen Cole, PhD, Algonquin Anishinaabe-kwe
 Megan Stephens, E.D., and General Counsel, Women's Legal Education and Action Fund
 Hawa Mire, Executive Director, Canadian Feminist Alliance for International Action
 Roy Brady, Council of Canadians Peterborough and Kawartha Chapter
 Larry Gillman, President, Beth Israel Synagogue / Jewish Community Centre Peterborough
 Charmaine Magumbe, Community and Race Relations Committee Chair Woman
 Jill Jones, Chair, Peterborough Older Women Networking
 Melodie McCullough, Journey Magazine
 Elizabeth Pickett, Co-Ordinator Canadian Feminist Network
 Marion Little, Member of the Peterborough Peace Council
 Paul Brown, Bearing Witness Canada
 Linnéa Rowlett, PhD, Network on Culture
 Ellen Gabriel, Kanien'keháka from Kanehsatake
 Jim Abel, Kawartha Truth & Reconciliation Support Group Member
 Laurie Siblock, Kawartha Truth & Reconciliation Support Group Member
 Nadine Changfoot, Associate Professor, Political Studies and Trent Centre for Aging Studies
 Judy Rebick, Writer
 Francine Bryan
 Janice Keil
 Dorothy Boddy
 Jane Weeks
 Lori Barkley, MA
 Fiona Whittington-Walsh, PhD
 Tori Cress, Anishinaabe Kwe, Beausoleil First Nation
 Alex Wilson, PhD, Opaskwayak Cree Nation

Joan Kuyek
Lukayo Estrella, MSW
Lina Sunseri, PhD
Monica Vida
Sheelah McLean, PhD
Darlene Kaboni, Wikwemikoong First Nation
Marlyn Bennett, PhD
Anita Olsen Harper, PhD, La Seul First Nation
thohahènte Kanien'keha:ka, Mohawks of the Bay of Quinte
Philip Kienholz
Ziysah von Bieberstein
Sheila Nabigon-Howlett, Peterborough
Melanie Sangster
Dr. Scott Simon, Professor, University of Ottawa
Dr. Lana Ray, Assistant Professor, Lakehead University
Jo Hayward-Haines
Rebekah Ingram, PhD
Cathy Remus, Ottawa, Unceded Algonquin territory
Mary Gordon
Pamela Schreiner
Kathleen Yearwood
Chanel Carlson, JD Candidate 2021, Red River Métis
Barbara Herring
Alana Robert, Métis
Avalon Carthew
Danielle Mackenzie
Ian Puppe, PhD
Linda ManyGuns, PhD, Siksika Nation

CC:

Le très honorable Justin Trudeau — premier ministre du Canada

L'honorable Carolyn Bennett — ministre des Relations Couronne-Autochtones